

[LE MARCHÉ DU LUNDI]

14 NOVEMBRE 2022

ecofi Actifs pour le futur

François LETT

Directeur du département éthique et solidaire

Aucune voie ne semble crédible pour limiter le réchauffement à 1,5C...

Selon le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), les politiques en place conduiraient à une augmentation de la température de 2,8°C d'ici 2100, tandis que la mise en œuvre des engagements actuels des états ne permettrait de réduire cette augmentation qu'à 2,4-2,6°C. Pour pouvoir être en mesure de limiter le réchauffement de la planète à 1,5°C, les émissions annuelles mondiales des gaz à effet de serre (GES) doivent être réduites de 45% en 8 ans seulement, par rapport aux projections d'émissions établies dans le cadre des politiques actuellement en vigueur, et elles doivent continuer à diminuer rapidement après 2030, pour éviter d'épuiser le budget limité de carbone dont la planète dispose.

Pour le PNUE, les émissions mondiales de GES pour 2021, hors changement d'affectation des sols et déforestation, sont provisoirement estimées à 53 giga tonnes d'équivalent CO₂ (GtCO₂e), soit une légère augmentation par rapport à 2019. Tout laisse donc penser que les émissions mondiales totales de GES en 2021 seront similaires aux niveaux records de 2019, voire les dépasseront. Jusqu'à cette année, les émissions mondiales de GES ont continué à augmenter au cours des dix dernières années, mais le taux de croissance a ralenti par rapport à la décennie précédente. Entre 2010 et 2019, la croissance annuelle moyenne a été de 1,1% par an, contre 2,6% par an entre 2000 et 2009.

Collectivement, les membres du G20 sont responsables de 75% des émissions mondiales de GES. Les émissions par habitant varient considérablement d'un pays à l'autre. La moyenne mondiale des émissions de GES par habitant était de 6,3 tCO₂e en 2020. Les États-Unis restent largement au-dessus de ce niveau, avec 14 tCO₂e, suivis par la Russie avec 13 tCO₂e, la Chine avec 9,7 tCO₂e, le Brésil et l'Indonésie avec environ 7,5 tCO₂e, et l'Union européenne avec 7,2 tCO₂e. En moyenne, l'Inde et les pays les moins avancés émettent 2,3 tCO₂e par habitant et par an. Par ailleurs, les 50% ménages les plus pauvres émettent en moyenne 1,6 tCO₂e/habitant et contribuent à 12% du total des émissions mondiales, tandis que le pourcentage des plus riches émettent en moyenne 110 tCO₂e/habitant et contribuent à 17% du total.

Pour le PNUE, quelques actions prioritaires sont nécessaires pour accélérer l'adaptation du monde au changement climatique, notamment pour les quatre secteurs clés de l'approvisionnement en électricité, de l'industrie, des transports et des bâtiments. D'abord éviter les nouvelles infrastructures à forte intensité de combustibles fossiles, faciliter les technologies à zéro carbone et promouvoir le changement des comportements pour soutenir et accélérer les réductions de GES afin d'atteindre des émissions nulles. Si les actions individuelles peuvent sembler une goutte d'eau dans l'océan, par leur ensemble, elles généreront un changement systémique plus profond et plus durable.

Les systèmes alimentaires contribuent largement non seulement au changement climatique en émettant le 1/3 du total des GES, mais aussi au changement d'affectation des sols, à la perte de biodiversité, à l'épuisement des ressources en eau douce et à la pollution des écosystèmes aquatiques et terrestres. La transformation des systèmes alimentaires est non seulement fondamentale pour lutter contre le changement climatique et la dégradation de l'environnement, mais aussi essentielle pour garantir une alimentation saine et la sécurité alimentaire pour tous.

Une transformation du système financier est par ailleurs vitale pour permettre la réalisation des changements nécessaires. À ce jour, la plupart des acteurs financiers ont montré une efficacité limitée en matière d'atténuation du changement climatique en raison de leur focalisation sur le court terme et parce que les risques climatiques ne sont pas suffisamment reconnus. Le PNUE recommande 6 approches pour mettre en place un système financier capable de mobiliser les flux financiers nécessaires à la transformation systémique climatique : accroître l'efficacité des marchés financiers par la réglementation, imposer un prix du carbone, modifier les comportements des acteurs financiers, créer des marchés financiers du climat, mobiliser les banques centrales et créer des initiatives transfrontalières.

Comme un avertissement à la COP27, les Nations Unies déclarent sans prendre de gants que « seule une transformation urgente du système peut éviter une catastrophe climatique ».

Document non contractuel. Le présent document contient des éléments d'information, des opinions et des données chiffrées qu'Ecofi considère comme exacts ou fondés au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, financier ou boursier du moment. Il est produit à titre d'information uniquement et ne constitue pas une recommandation d'investissement personnalisée.

#ISR



À CE JOUR, LA PLUPART DES ACTEURS FINANCIERS ONT MONTRÉ UNE EFFICACITÉ LIMITÉE EN MATIÈRE D'ATTÉNUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN RAISON DE LEUR FOCALISATION SUR LE COURT TERME ET PARCE QUE LES RISQUES CLIMATIQUES NE SONT PAS SUFFISAMMENT RECONNUS.



[PODCAST #5]

OBJECTIF IMPACT :
Le podcast de la finance engagée

L'ENGAGEMENT ACTIONNARIAL, COMMENT MESURER SON IMPACT ?

Pour écouter le podcast

